



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**ARRETE PRÉFECTORAL N° 2017/DRIEE/SPE/129**

**PORTANT COMPLEMENT DE L'ARRETE PREFECTORAL N°2015233-0002**

**RÉGULARISATION**

**DES REJETS D'EAUX PLUVIALES EXISTANTS**

**SUR LE PORT DE LIMAY-PORCHEVILLE**

**Le Préfet des Yvelines**

**Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement, articles L. 181-1 et suivants, L.214-1 et suivants, R. 181-1 et suivants, R.214-1 et suivants et R.211-11-1 à R.211-11-3,

VU le code de l'expropriation,

VU le code général des collectivités territoriales, articles L2224-7 à 12 et R2224-6 à 22,

VU le code de la santé publique, articles L 1331-1 à 32, R1331-1 à 11 et R.1334-30 à R.1334-36,

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 du préfet coordonnateur de bassin portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2016-2021 ;

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Seine-Normandie,

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2015 portant régularisation des rejets d'eaux pluviales existants sur le port de Limay-Porcheville ;

VU la demande d'autorisation complémentaire déposée au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 04/11/2016, présentée par Ports de Paris enregistrée sous le numéro 78-2016-00087,

VU le rapport rédigé par le service chargé de la police de l'eau en date du 12 avril 2017,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique en sa séance du 16 mai 2017,

VU la réponse du pétitionnaire en date du 27 juin 2017 au projet d'arrêté soumis par courrier en date du 07 juin 2017 demandant que soit retirée la disposition des vannes de barrage sur les réseaux de collecte des eaux de toitures ;

VU la note du service police de l'eau du 15 septembre 2017 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de compléter l'arrêté préfectoral n°2015233-0002 afin d'encadrer la totalité des ouvrages de rejets du port ;

**CONSIDÉRANT** que l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur de Gestion et d'Aménagement des Eaux du bassin Seine-Normandie,

**CONSIDÉRANT** que les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'Environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1 :**

L'arrêté préfectoral n°2015233-0002, ci après nommé arrêté initial, portant régularisation des rejets d'eaux pluviales existants sur le port de Limay-Porcheville continue de s'appliquer dans sa totalité à l'exception des modifications ci-dessous.

#### **ARTICLE 2 : MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION**

La demande de complément à l'arrêté initial modifie la surface de ruissellement interceptée.

Aussi le tableau de l'article 2 de cet arrêté est modifié comme suit :

Rubrique de la nomenclature	Volume de l'opération	volume	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces, la surface totale du projet étant supérieure à 20 ha	la surface du projet est d'environ 43 ha	Autorisation

### **ARTICLE 3 : AJOUT DE PRESCRIPTIONS**

L'article 3.2) de l'arrêté initial est abrogé et remplacé comme suit :

#### **3.2) Établissement des ouvrages**

Les ouvrages de rejet en rivière sont aménagés de manière à réduire le plus possible la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords des points de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de ceux-ci.

Les ouvrages ne font pas saillie en rivière, n'entravent pas l'écoulement des eaux, et ne retiennent pas de corps flottants.

Les rejets ont lieu dans la rivière aux points ci-après :

Rejet	exutoire	Type d'exutoire	Traitement eaux pluviales	Équipements sur rejet (existant ou en projet)
R3	Darse	D500	oui	Bassin infiltration + vanne barrage + 2 débourbeurs/déshuileurs
R4	Darse	D400	oui	vanne barrage + 2 débourbeurs/déshuileurs
R5	Darse	D600	oui	Bassin de stockage + vanne barrage + séparateur hydrocarbure
R10	Darse	D1000	oui	vanne barrage (ouvrage préventif) + débourbeur/déshuileur
R 11	Darse	D500	non	Sans objet
R16	Darse	D500	non	Sans objet
R18	Darse	D500	non	Sans objet
R19	Darse	D500	non	Sans objet
R 20	Seine	D1200	oui	vanne barrage (ouvrage préventif) + Bassin de stockage
R21	Seine	D1200	non	vanne barrage (ouvrage préventif)
R22	Seine	D1500	non	vanne barrage (ouvrage préventif)

### **ARTICLE 4: CORRECTIONS**

L'article 4.1 de l'arrêté initial est abrogé et remplacé par la rédaction suivante :

#### **4.1) Régulation du débit rejeté**

Le débit de fuite du rejet R5, du fait de la réalisation du projet de plateforme à conteneurs « Terminaux de Seine » est limité à 1 l/s/ha pour une pluie d'occurrence décennale.

Pour tous les autres rejets décrits à l'article 3.2 du présent arrêté, dès lors qu'un nouvel aménagement (nouveau raccordement de parcelle, augmentation du bassin versant, modification de l'activité...) modifiera les caractéristiques des rejets, le débit de fuite de la parcelle entraînant cette modification sera limité à 1 l/s/ha.

## **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE PRESCRIPTIONS**

L'article 5.1 de l'arrêté initial est abrogé et remplacé par la rédaction suivante :

### **5.1) Paramètres à surveiller**

Compte tenu de la connaissance incomplète de la qualité des eaux rejetées, le bénéficiaire de l'autorisation procédera à une autosurveillance modulée des rejets R3, R4, R5, R10, R20 et R21.

## **ARTICLE 6 RÉSERVE ET DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

## **ARTICLE 7 PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

## **ARTICLE 8 VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de constater l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

La juridiction administrative compétente pour ce dossier est le tribunal administratif de Versailles (56 Avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles ).

## **ARTICLE 2 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Le maire de la commune de Limay,

Le maître d'ouvrage représenté par : Port Autonome de Paris,

Le chef du service en Charge de la Police de l'Eau sur la Seine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Versailles, le 22 SEP 2017

Le Préfet,

  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
Julien CHARLES

